RASSEMBLEMENT DU PEUPLE DE GAUCHE

Nelly FOISSAC

Professeur, Maire-adjointe d'Albi

présentée par le Parti communiste français



Suppléant :
Robert RAFFANEL
Conseiller Municipal du Garric
Conseiller Régional
Midi-Pyrénées



« Je mets mon bulletin de vote à votre disposition.
Vous qui avez rejeté il y a cinq mois Maastricht et la politique qui lui est liée,
Vous qui voulez avoir la garantie d'être défendus, quoi qu'il arrive demain,
Vous qui refusez avec moi la dissolution de la gauche et restez attachés à une politique de progrès social.
En l'utilisant par milliers, vous enverrez le 21 mars un message d'espoir !

ALBI - CARMAUX

Un siècle de fidélité

1893 : Jean-Jaurès est élu député socialiste.

1936 : Augustin Malroux, député du Front populaire.

1945 : Roger Garaudy, député de la Libération.

1956 : Marcel Pélissou, député et mineur.

1993 : ....
c'est à vous d'en décider.

« Du député que vous allez élire, vous devez au moins être assuré qu'il ne fera pas une politique de droite, qu'il ne s'associera jamais avec elle ».

Elections législatives de mars 1993 - 1re Circonscription du Tarn

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Tout au long de cette campagne, vous avez été nombreux à me dire votre déception, souvent votre désarroi, parfois votre colère.

Le 21 mars, ce qui vous préoccupe c'est d'exprimer en même temps votre mécontentement et votre volonté de plus de justice, de plus de dignité.

La droite est prête à revenir au pouvoir, sa victoire est considérée comme certaine. Or, la « grande idée » de la coalition RPR-UDF, représentée dans cette circonscription par Monsieur Canac, est de parvenir à une société de plus en plus dure et de plus en plus injuste. Ne parlons pas de l'extrême-droite qui prolonge par le racisme et la haine ces projets destructeurs.

La droite, vous voulez, j'en suis sûre, l'empêcher de nuire. Ici, on voudrait vous faire croire que vous ne pouvez le faire qu'en cautionnant la politique du gouvernement par un vote en faveur du Ministre de l'Intérieur, Paul Quilès. Je sais que beaucoup d'entre vous qui êtes des hommes et des femmes de progrès vivent mal ce dilemme.

Le seul choix serait-il entre la politique de la droite et celle, massivement rejetée, appliquée par le gouvernement dans lequel siège le ministre-candidat ?

Depuis le 17 février dernier, la difficulté est devenue plus sérieuse encore. Ce jour-là, Michel Rocard, approuvé depuis par tous les dirigeants du PS, mais au mépris de l'opinion des socialistes de la « base », a annoncé la dissolution de son parti dans un mouvement avec les écologistes et la droite dite « centriste ». Il a même précisé : « En votant pour nos candidats, vous ne voterez pas pour le PS ».

Voilà pourquoi, avec mon ami Robert Raffanel, connaissant l'attachement des électeurs de cette circonscription aux valeurs de gauche, nous nous adressons à vous avec gravité, mais aussi avec confiance.

Comme des milliers d'autres l'ont déjà décidé, ne craignez pas d'utiliser le bulletin qui porte nos noms pour barrer la route à la droite et empêcher ici l'élection de son représentant.

Vous pouvez le faire sans redouter que votre vote soit récupéré même si vous ne partagez pas toutes les propositions, toutes les idées du PCF. Nous ne ferons pas dire à ce bulletin autre chose que ce que vous avez envie de dire. C'est le moyen de faire entendre votre voix pour une politique de progrès social nécessaire et possible. Plus nombreux vous serez à le faire, plus fortes seront les chances d'un vrai choix au second tour, et quelle que soit la situation, ces milliers de votes pèseront lourd du bon côté : le vôtre !

Même si nous n'avons pas eu l'occasion de nous rencontrer, vous pouvez être sûrs que la démarche participative qui a prévalu pour faire notre programme sera celle de notre mandat d'élu.

Dialoguer et travailler ensemble pour avancer dans le respect des différences et de la diversité, telle est et restera la ligne de conduite que Robert Raffanel et moi-même mettons déjà en œuvre comme conseillers dans nos municipalités ou à la Région. Nous savons que vous êtes désireux plus que jamais de juger les responsables politiques aux actes et pas à partir de leurs promesses. Vous avez bien raison !

Nous faisons confiance en votre lucidité.

Vu, la candidate

VOICI LES PROPOSITIONS QUE NOUS AVONS ÉLABORÉES AVEC VOUS (extraits)

L'EMPLOI : problème majoritaire pour 86 % des Françaises et des Français.
Le drame du chômage n'est pas la rançon du progrès scientifique et technologique. Il n'est pas fatal.
Il est le résultat d'une politique au service de « l'argent-facile ».
Il faut inverser les choses : investir dans l'appareil économique mis au service des hommes.

Dans le bassin Albi - Carmaux

- Respecter enfin la volonté exprimée par dix mille d'entre vous qui avez exigé « l'exploitation optimale du charbon et la mise en place d'un plan sérieux d'industrialisation ».
- Annuler la lettre de mission qui prévoit « la disparition inéluctable de l'activité extractive en France ».
- Annuler le « plan social », conformément à la loi d'initiative communiste votée le 23/12/92 relative à la nouvelle procédure de licenciement et à l'utilisation des fonds publics destinés à l'emploi.
- Rompre avec les orientations qui ont englouti 65 milliards de centimes dans des opérations sans cohérence.

• Aller vers les 35 heures hebdomadaires sans diminution de salaire (moins 2 heures sur 5 ans, c'est 500 000 emplois en plus).
• Porter le temps de formation de 3 % à 10 % du temps de travail : sur 5 ans, 500 000 emplois seraient créés ou maintenus.

LES SERVICES PUBLICS : facteurs de progrès social.
Ils doivent être développés en les libérant de la rentabilité financière qui menace leurs missions d'intérêt général.
Il faut mettre en échec les directives européennes façon Maastricht visant à leur privatisation.

LA PROTECTION SOCIALE : elle doit continuer à reposer sur la solidarité. Les acquis sociaux ne sont pas des « privilèges » mais une avancée de la civilisation.
Pour la financer nous proposons de soustraire le système de santé au marché capitaliste et de taxer les revenus financiers au même taux que les cotisations retenues aux salariés, ce qui rapporterait immédiatement 65 milliards de francs.

« PAS DE PAYS SANS PAYSANS »

Les zones rurales sont gravement menacées par la réforme de la PAC et les négociations du GATT. Notre pays a besoin de son agriculture performante et d'un tissu rural dynamique.
Avec vous, nous refuserons le « coup de force américain ».

UNE POLITIQUE EFFICACE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT doit aller de pair avec une activité industrielle et agricole respectueuse des équilibres écologiques, utilisant des technologies propres, et un aménagement du territoire équilibré.

agsj albi - 63 54 10 79 - rc 80 b 104